

ACTUALITE

Le dernier rapport à moyen terme sur le marché pétrolier de l'AIE

La porte est très étroite pour l'OPEP

Publié le 14 mai, le dernier rapport à moyen terme sur le marché pétrolier (Medium-Term Oil Market Report – MTOMR) de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), qui couvre la période allant jusqu'à 2018, n'est pas passé inaperçu et, ce, pour de fort bonnes raisons. Cette étude met en effet en avant un certain nombre de tendances clés qui vont contribuer à façonner l'avenir énergétique mondial à moyen terme et aussi à long terme. Elles ont pour nom la "révolution de l'offre" d'hydrocarbures en Amérique du Nord, la montée en puissance de la demande pétrolière des pays non-OCDE et les conséquences de cette évolution sur l'industrie du raffinage et sur les importations notamment, le retour en force des bruts légers et peu soufrés et le développement massif des capacités de stockage à travers le monde. Ce rapport contient aussi des analyses très fines sur l'impact de certains de ces changements sur l'ensemble de la chaîne pétrolière, l'AIE insistant à juste titre sur le fait que tous les maillons de celle-ci seront affectés.

Certes, de notre point de vue, l'AIE abuse peut-être du mot "révolution" - utilisé sans guillemets - et certaines expressions très à la mode telles que "game-changer", "changement de paradigme", "tectonic shifts" et "transformative" reviennent souvent, un peu trop souvent, dans le MTOMR. Ces expressions relèvent parfois plus de la communication que de la réflexion. Cela dit, ce petit travers de notre époque ne doit pas gâcher la fête. Le rapport est d'une grande qualité et l'on ne peut que recommander chaudement sa lecture attentive à tous ceux qui s'intéressent à l'énergie, y compris au-delà des cercles professionnels.

Faible marge de manœuvre pour l'OPEP

L'un des aspects essentiels de ce rapport porte sur la place de l'OPEP sur le marché pétrolier mondial au cours des prochaines années. Selon l'AIE, le pétrole OPEP restera une "partie essentielle" de l'offre mondiale pour l'avenir prévisible, ce qui n'est pas surprenant, mais, dans le moyen terme, la porte pourrait être très étroite pour l'organisation et les Etats qui la composent du fait, en particulier, de l'évolution de la demande et de l'accroissement de l'offre provenant de l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada).

Selon le MTOMR, la demande pétrolière mondiale passerait de 89,78 millions de barils par jour en 2012 à 96,68 Mb/j en 2018, soit une hausse de 6,9 Mb/j (+7,7%). L'offre non-OPEP progresserait de 53,35 Mb/j en 2012 à 59,31 Mb/j en 2018 (+5,96 Mb/j, dont +3,9 Mb/j pour l'Amérique du Nord) alors que, dans le même temps, l'appel au brut OPEP (plus la variation de stocks) n'augmenterait que très peu avec 30,37 Mb/j en 2018, contre 30,12 Mb/j en 2012. Si l'on en croit ces chiffres, la marge de manœuvre de l'organisation serait extrêmement faible [il s'agit ici du pétrole brut. L'OPEP commercialise également des liquides du gaz naturel - LGN - et leur production devrait continuer à augmenter. En 2018, cette production pourrait représenter 23% de la production de brut de l'OPEP – NDLR] et le manque de discipline au sein de l'OPEP - ce qui n'est pas exceptionnel pour le dire diplomatiquement - au cours des cinq prochaines années pourrait se traduire par une chute des prix. Le ministre saoudien du Pétrole, M. Ali al-Naimi, est bien conscient de ces risques puisqu'il a

récemment rappelé que son pays n'entendait pas porter sa capacité à 15 Mb/j comme cela serait techniquement possible car il n'y aurait pas de demande pour un tel volume (voir nos informations p. 15).

Hausse des capacités de production inutilisées dans les pays OPEP

Toujours entre 2012 et 2018, la capacité de production de liquides progresserait de 8,4 Mb/j, soit nettement plus que la demande (+6,9 Mb/j, voir ci-dessus). La capacité de production de brut de l'OPEP, évaluée à 35 Mb/j en 2012, atteindrait 36,75 Mb/j en 2018. Il en découle que la capacité disponible de l'OPEP passerait de 4,87 Mb/j en 2012 à 6,38 Mb/j en 2018 après avoir dépassé 7 Mb/j entre 2014 et 2016. Ces capacités disponibles représenteraient 7,5 à 7,7% de la demande mondiale entre 2014 et 2016 avant de baisser à 6,6% en 2018, contre 5,4% en 2012.

Si l'on tient compte de l'ensemble des liquides (brut conventionnel, brut non conventionnel, LGN et biocarburants), la capacité de l'OPEP augmenterait de 2,4 Mb/j entre 2012 et 2018, dont environ 1,8 Mb/j pour le brut et 600 000 b/j pour les LGN. La part de l'organisation dans la croissance de la capacité mondiale de production de liquides serait donc de 28,6% environ, contre 71,4% (6 Mb/j) pour l'offre non-OPEP. La principale composante de celle-ci serait le brut léger provenant de réservoirs compacts ("tight oil") aux Etats-Unis avec +2,3 Mb/j sur cette même période.

Au sein de l'OPEP, l'AIE estime que les additions aux capacités actuelles seront concentrées, par ordre décroissant, en Irak (+1,57 Mb/j à 4,76 Mb/j), aux Emirats Arabes Unis, en Arabie Saoudite, au Venezuela et en Angola. Le Nigeria et le Qatar pourraient apporter chacun un petit plus. Par contre, l'Iran, l'Algérie (voir encadré page suivante) et le Koweït, dans cet ordre, verraient leurs capacités baisser de façon significative entre 2012 et 2018. La projection de l'AIE pour l'Irak est très raisonnable compte tenu du potentiel pétrolier énorme de ce pays mais le MTOMR rappelle qu'il y a de nombreux problèmes "au-dessus du sol", tels que les désaccords persistants entre le gouvernement fédéral et le gouvernement régional du Kurdistan, qui sont susceptibles de ralentir les développements en cours ou envisagés.

Les questions politiques pèsent lourdement sur les perspectives en termes de capacités OPEP. L'un des principaux éléments qui a conduit l'AIE à revoir à la baisse ses projections sur ce point depuis le précédent MTOMR il y a six mois porte sur les problèmes de sécurité en Libye et en Algérie (depuis la spectaculaire prise d'otages à In Amenas au début de cette année) ainsi que dans le delta du Niger au Nigeria et sur les incertitudes au Venezuela après le décès de Hugo Chavez en mars.

Avec +9,5 Mb/j, la hausse de la capacité mondiale de raffinage serait encore plus spectaculaire que celle de la capacité de production de liquides. Dans ce secteur, la Chine et le Moyen-Orient mèneraient la danse. La principale victime devrait être le raffinage européen car les Etats-Unis ont regagné en compétitivité ces dernières années du fait d'une offre nationale abondante de brut de très bonne qualité et à un coût très avantageux.

Vers des prix du pétrole en baisse ?

L'AIE rappelle qu'elle ne fait pas de prévisions sur les prix du pétrole pour des raisons de principe. L'agence utilise évidemment des hypothèses de prix en se fondant sur la courbe des prix à terme du Brent qui reflète les anticipations des opérateurs pétroliers. Cette courbe est actuellement baissière et le MTOMR intègre donc une hypothèse de chute des prix à l'importation entre 2013 et 2018 (\$109

par baril cette année et \$93/b en 2018). Une telle évolution serait parfaitement logique dans le cadre envisagé avec une abondance de l'offre et une progression de la demande mondiale inférieure à celle des capacités.

Des tensions politiques fortes au Moyen-Orient, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, ce qui n'est malheureusement pas absurde au regard de la situation actuelle et prévisible, pourraient cependant contrecarrer cette baisse potentielle. Par ailleurs, l'abondance bien réelle de pétrole sur le marché ne signifie pas que les prix du brut ne devront pas rester à un niveau élevé, voire de plus en plus élevé, pour rentabiliser l'exploitation de champs marginaux et de zones à coût de production élevé mais dont l'apport est requis pour boucler le bilan pétrolier mondial.

Francis Perrin